

CONFÉRENCE DE PRESSE COMMUNE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET DU PRÉSIDENT DU MALI G5 SAHEL

3 JULY 2017 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le président je voulais vous remercier pour votre accueil et pour votre invitation à ce G5 Sahel. Je m'étais engagé à Gao il y a quelques semaines lorsque vous m'aviez fait l'amitié et l'honneur de me rejoindre pour une visite aux forces armées à venir, l'engagement a été tenu et il est tenu deux semaines après l'odieuse attaque du camp de Kangaba qui a coûté la vie à plusieurs de nos ressortissants et je veux ici redire un mot pour les victimes, leurs familles, redire évidemment notre solidarité et notre détermination dans le combat conjoint qui est le nôtre et qui mêle nos populations civiles en l'espèce mais aussi l'ensemble de nos forces armées qui sont impliquées dans ces conflits puisqu'ils sont multiples qu'il s'agisse des forces armées du G5 Sahel ou des forces françaises ou de l'ensemble des forces impliquées dans le cadre de la MINUSMA.

Le travail qui a été conduit ce matin, et qui a permis d'aboutir à la déclaration qui maintenant est issue de ce G5 Sahel, acte la mise en œuvre et la décision opérationnelle de créer cette force conjointe du G5 Sahel. Il y a aujourd'hui beaucoup d'opérations qui se font entre les différentes forces armées, en lien direct avec « Barkhane » ou avec la MINUSMA, mais pour la première fois suite aux résolutions votées aux Nations unies, il y a l'organisation d'une vraie force qui va sur plusieurs théâtres d'opération pouvoir se déployer, et acter qu'il y a bien un défi, un conflit commun qui implique l'ensemble des membres du G5 Sahel et une volonté d'opérer ensemble de manière efficace.

Le défi qui est le nôtre désormais, c'est que le commandement, les états-majors s'organisent et que les décisions soient mises en œuvre le plus rapidement possible pour que vous puissiez d'ici à la fin du mois d'août visiter ce commandement et son organisation, parce que je pense que ce sera un geste fort et un élément de concret dans son déploiement et pour que ensuite, ensemble, en septembre puis en octobre, nous puissions avancer sur la finalisation à la fois des financements mais surtout des déploiements opérationnels.

Le quartier général de la force à Sévaré, les infrastructures, la mise en œuvre de ces forces de communication et d'équipement, c'est une question maintenant de semaines. Les décisions de financement de l'Union européenne, des membres du G5 Sahel et notre soutien a été acté, je souhaite que ce soit aussi une question de semaines en termes opérationnels parce que nous avons, pour être crédibles collectivement, besoin de résultats rapides.

Pour ma part, j'ai donc confirmé le soutien de la France à cette initiative, qui passera d'abord par un soutien opérationnel aux unités avec un soutien accru de l'opération « Barkhane » en conseil, assistance et accompagnement au combat qui est un élément très concret, une aide matérielle importante avec 70 véhicules tactiques, du matériel de communication et d'interopérabilité des forces, du matériel de protection pour les hommes et une aide en infrastructures et transmissions en particulier pour l'état-major du secteur Centre, un soutien à la mise en place des centres de préparation à l'engagement opérationnel que prévoit de mettre en place en particulier le Burkina, le Niger et le Mali et enfin, un renforcement de notre coopération structurelle avec des coopérants affectés à l'accompagnement et au secrétariat.

Au total sur ce simple volet militaire, c'est en plus de ce qui a déjà été engagé et évidemment de l'implication actuelle de la France dans les diverses opérations qu'il s'agisse de « Barkhane » ou de MINUSMA, un peu plus de 8 millions d'euros que nous consacrons d'ici la fin 2017. C'est vraiment une nouvelle dynamique qui est engagée à travers ces annonces et je le dis bien pour que soit clair pour tout le monde, qui est complémentaire à ce qui est fait d'une part par Barkhane et d'autre part par la MINUSMA. En aucun cas, il n'y a des éléments de substitution, c'est une complémentarité qui est

indispensable.

La deuxième chose que je souhaitais vous confirmer, en appui à ce Sommet extraordinaire, c'est notre engagement pour développer justement les initiatives d'accompagnement de la composante militaire de notre intervention. Une initiative spécifique sur les pays du G5 Sahel mobilisera 200 millions d'euros spécifiquement pour les pays du G5. Elle apportera avec des moyens additionnels en subventions, des initiatives transfrontières centrées sur les zones de crise, les projets à impact rapide aussi bien que les actions de moyen et plus long terme qui sont structurantes et qui sont centrées sur les priorités que j'évoquais tout à l'heure dans ma déclaration, éducation, agriculture, énergies renouvelables principalement. L'AFD est pleinement mobilisée dans ces initiatives.

Mais c'est aussi une nouvelle méthode qui m'a conduit à officialiser ici cette alliance pour le Sahel, à laquelle nous allons donner dans les prochaines semaines encore plus de substance avec l'ensemble de nos partenaires européens qui consiste à allier, apparier l'ensemble de nos partenaires ; l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque mondiale, le PNUD, qui ont tous manifesté leur intérêt pour cette initiative et qui ont vocation à alimenter cette dynamique et à joindre l'alliance pour le Sahel et entraîner dans une coalition de volontaires les bailleurs les plus motivés pour faire la différence sur le terrain. Madame MOGHERINI s'est déjà engagée il y a quelques semaines, et a annoncé un soutien de 50 millions d'euros, ce qui montre le fort engagement de l'Union européenne.

C'est pour moi un élément important parce que comme je l'ai déjà dit à Gao, notre engagement repose à la fois sur notre détermination militaire dans le cadre de Barkhane et aujourd'hui en appui à la force conjointe du G5, et d'autre part, sur ces initiatives de développement qui permettent dans la durée de gagner la paix et d'emporter la différence face à nos assaillants.

Nous serons collectivement vigilants à la mise en œuvre de ces déclarations parce que c'est une affaire de réel. Nous avons acté une série de rendez-vous réguliers dans les prochaines semaines pour pouvoir en suivre la mise en œuvre, tout comme nous suivrons à vos côtés, Monsieur le président, la mise en œuvre et les résultats sur le processus de paix. Il y a eu beaucoup d'avancées depuis la signature de l'accord d'Alger en 2015 mais il faut aussi aujourd'hui collectivement redoubler d'efforts. Il y a beaucoup d'attentes et nous vous accompagnerons à ce titre pour que les décisions en matière de décentralisation, pour que les décisions de gouvernance, pour que les mesures concrètes en matière de sanctions contre ceux qui ne respectent pas le processus d'Alger et pour que l'ensemble de ce qui relève du suivi de ce processus soit mis en œuvre dans les toutes prochaines semaines comme il se doit.

En tout cas, je vous remercie à nouveau pour votre invitation, pour le très bon échange et la qualité de l'échange que nous avons eu en format réduit et avec nos ministres et avec nos chefs d'états-majors, et je vous redis non seulement toute ma disponibilité mais toute la détermination de la France à vos côtés.